

Informations de base	
2017/2829(RSP) RSP - Résolutions d'actualité Résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha Subject 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général Zone géographique Cambodge	Procédure terminée

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
14/09/2017	Décision du Parlement	T8-0348/2017	Résumé
14/09/2017	Résultat du vote au parlement		
14/09/2017	Débat en plénière		
14/09/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2017/2829(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0506/2017	13/09/2017	
Proposition de résolution		B8-0507/2017	13/09/2017	
Proposition de résolution		B8-0508/2017	13/09/2017	
Proposition de résolution		B8-0509/2017	13/09/2017	
Proposition de résolution		B8-0510/2017	13/09/2017	
Proposition de résolution		B8-0511/2017	13/09/2017	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0348/2017	14/09/2017	Résumé

Résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha

2017/2829(RSP) - 14/09/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement a adopté une résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, Verts/ALE et EFDD.

Le Parlement a appelé à la **libération immédiate de Kem Sokha**, chef de l'opposition cambodgienne et président du parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP), qui a été arrêté le 3 septembre 2017 pour des accusations qui semblent être d'ordre politique. Il a demandé de **lever de toutes les accusations** portées contre lui et la fin des menaces d'arrestation dont sont victimes d'autres législateurs d'opposition.

Selon les députés, l'arrestation de Kem Sokha se serait déroulée dans **un contexte de restrictions de plus en plus sévères** à l'encontre des ONG, des organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile, y compris des enquêtes réglementaires et fiscales, des actes d'intimidation et des menaces de violence.

La résolution a exhorté le gouvernement cambodgien à **garantir les libertés d'expression et des médias** dans le pays, soulignant qu'un processus démocratique crédible menant à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en juillet 2018 exigeait un environnement dans lequel les partis politiques, la société civile et les médias puissent jouer leurs rôles légitimes sans crainte et sans subir de menaces ou de restrictions arbitraires.

Les députés ont souligné l'importance de l'envoi de **missions d'observation électorale** par l'Union européenne et la communauté internationale afin qu'elles puissent contribuer à l'organisation d'élections libres et régulières. Ils ont également rappelé au gouvernement cambodgien qu'il devait **s'acquitter de ses obligations et engagements** en matière de principes démocratiques et de droits fondamentaux de l'homme, éléments essentiels de la Accord de coopération.

Enfin, le Parlement a exprimé sa vive inquiétude face à **l'accaparement des terres** et à l'instauration par le gouvernement cambodgien d'un régime compensatoire limité et partiel. Il a invité le gouvernement cambodgien à reprendre le dialogue avec ses partenaires en vue de parvenir à une compensation totale.